

Compte rendu du Comité Technique Local du 30 SEPTEMBRE 2021

Dans sa déclaration liminaire (jointe), Solidaires Finances Publiques condamne la politique de recrutement de la DGFIP qui consiste à **supprimer des emplois statutaires qualifiés** et à **recruter des contractuels précaires** (sur des emplois de contrôleurs à la DIRCOFI Centre Ouest)...

La Direction a indiqué qu'un avis de vacance d'emploi pour le poste d'AFIP à la DIRCOFI Centre Ouest a été publié. L'emploi est proposé au public comme au privé... Nommé.e pour une durée de 3 ans (renouvelable dans la limite de 6 ans), l'AFIP aura une rémunération brute annuelle comprise entre 86.063€ et 112.413€.

1/ PV du CTL du 30/06/2021 :

Les organisations syndicales ont approuvé le PV du CTL du 30/06/2021.

Le nouvel organigramme de la Direction au 1^{er} septembre 2021 a été présenté en insistant sur la création de la division fraude.

2/ Bilan 2020 :

La Direction a commenté le rapport annuel sur les moyens en personnel. Il a notamment été indiqué qu'il est désormais impossible pour un agent dont l'emploi a été supprimé de rester sur son poste (le temps qu'il puisse obtenir, le cas échéant,

une mutation ou une promotion).

A la demande d'une autre organisation syndicale de transformer les inspecteurs consultants en IDIV experts (demande appuyée par Solidaires), la Direction a répondu qu'une fiche de poste pour IDIV expert en fiscalité internationale avait été établie pour la DIRCOFI Centre Ouest (Cf. Ulysse 4/10/2021).

S'agissant du recrutement de chefs de brigade par fiche de poste sur des postes d'IP « vacants » (les postes demeurent vacants, non seulement parce que les postes à la sélection d'IP sont insuffisants, mais aussi parce la Direction ne retient pas certaines candidatures...), Solidaires a rappelé être attaché à des critères de recrutement objectifs. La Direction a admis qu'il y a toujours une **part de subjectivité dans les recrutements**. CQFD !

La Direction a décrit le climat social à la DIRCOFI Centre Ouest uniquement en indiquant les taux de grévistes lors des différentes journées d'actions. Solidaires a indiqué que le climat social ne saurait se résumer à cet agrégat (fusse-t-il indispensable) :

- rappel des interventions de collègues mécontents suite à la reprise a posteriori de jours de congés et/ou d'ARTT pendant le 1^{er} confinement ;
- les **fiches de signalement suite à des**

incidents en interne (au moins 4) n'ont pas été citées (elles sont pourtant la manifestation d'un climat social dégradé). Solidaires a souligné l'implication des collègues non équipés informatiquement pendant la 1ère période de confinement et qui ont quand même travaillé.

La Direction a présenté les résultats de la campagne de contrôle fiscal 2020, en insistant sur le caractère atypique de ces résultats du fait de la pandémie.

En réponse à Solidaires, la Direction a indiqué que les demandes de 3909 vis-à-vis des directions locales partenaires pourront être augmentées selon les besoins de la DIRCOFI.

Au passage, la Direction a bien appuyé sur le fait qu'étant donné le stock bien gras que nous a laissé 2020, les objectifs 2021 (augmentés rappelons-le à 14 affaires/agent) sera très certainement atteint (...donc non révisé ? (cf : CR CTL 25/05/2021)).

■ Recrutement de contractuels (2021) :

La Direction a présenté le recrutement de deux contractuels sur des postes de contrôleurs à Châteauroux (contrat de 3 ans) et à Angers (contrat de 11 mois), comme s'il s'agissait d'un mode de recrutement habituel...

Après avoir indiqué que les personnes recrutées contractuellement n'étaient évidemment pas en cause, **Solidaires a critiqué fermement ce mode de recrutement** pour plusieurs raisons :

- sur le descriptif du poste dans la fiche de recrutement : Solidaires observe que les tâches attendues ne recoupent qu'en partie la doctrine d'emploi d'un agent en cellule d'appui (telle qu'elle figure sur le

site de la DIRCOFI Centre Ouest). Comment demander à un.e collègue contractuel.le pour 11 mois de faire de la programmation ?

- sur la formation : il est prévu une **formation socle DGFIP de 2,5 jours !** Les contrôleurs et contrôleuses qui ont suivi une formation initiale d'un an apprécieront...

- sur la rémunération : de l'ordre de 1.500€ nets mensuels. Nous sommes très loin du niveau de rémunération d'un emploi de directeur départemental ou de directrice départementale des finances publiques recruté.e à titre contractuel (« La rémunération brute globale annuelle est comprise entre 143.490€ et 194.587€ »). Quoiqu'il en soit, c'est une **rémunération « low cost » de contrôleur !**

Solidaires ne peut que condamner ce mode de recrutement précaire. Sur Angers, la « vacance » de poste est due à un dysfonctionnement entre la DIRCOFI Centre Ouest et la Centrale dans la transmission d'une information d'un départ à la retraite. Faut-il rappeler qu'au mouvement de mutation de contrôleurs, 61 demandes pour la ligne "DIRCOFI Centre Ouest Maine-et-Loire" avaient été déposées ? Sur Châteauroux, pourquoi établir un contrat de 3 ans (ce qui « gèle » le poste au mouvement pour la même durée) ? Le prélude à une suppression d'emploi ?

3/ Travaux immobiliers à Orléans (Coligny) et à Rennes (Solférino) :

La Direction a informé les représentant.es élu.es du personnel que le projet de rénovation de la cité administrative Coligny à Orléans devait se dérouler entre janvier 2022 et septembre 2023. Il s'agit

d'un projet permettant une rénovation énergétique, et l'amélioration des conditions de vie des agents.

Solidaires s'est étonnée du passage aux oubliettes de la salle de réunion/convivialité, de la salle des archives, du bureau de passage AFIPA/Rennes, de l'éloignement des brigades et de la DIV6 (notamment pour le service courrier), et a écarté l'idée de 3 bureaux triples à la Div 6.

La Direction a indiqué que les travaux en cours dans les locaux de la Délégation Interrégionale à Solférino, consistaient à rénover l'intégralité de l'étage afin de réaménager et redistribuer les espaces de travail. Les travaux doivent s'achever fin novembre 2021.

Bien que ces travaux concernent les locaux de la Délégation, Solidaires s'est montrée

attentive aux éventuelles nuisances liées aux travaux pour les personnels de la DIRCOFI Centre Ouest.

Les travaux effectués Bd Solférino à l'arrivée de la DIRCOFI tenaient compte d'un local de désenfumage prévu par rapport à la sécurité incendie (ce local était ouvert pour l'évacuation des fumées). A priori et sur avis de l'Inspecteur Santé et Sécurité du travail, ce local n'est plus obligatoire. La direction a donc prévu de fermer ces endroits sur les deux étages pour favoriser la possibilité de recevoir dans la confidentialité des recours à chaque étage et s'en servir pour les pauses cafés.

La séance a été clôturée et rendez-vous pris le 18 novembre 2021 pour un prochain CTL en présentiel.
